

Fair-Play Financier, entre ordre établi et nouveaux investisseurs - 1/2

Le mercato estival, désormais achevé, a été pour plusieurs clubs un casse-tête. Le Fair-Play Financier mis en place par l'UEFA, a gêné ou contraint certaines équipes à revoir leur politique de recrutement à la baisse ou à contourner les réglementations, mais tous n'ont pas les mêmes problèmes.

Le Fair-Play Financier (FPF), est un système de surveillance financière qui consiste à encadrer les clubs de football dans leurs dépenses. L'idée économique de ce FPF est, dans un premier temps, de limiter les déficits. Le club doit donc ne pas dépenser plus qu'il ne gagne. Bien que l'UEFA autorise des pertes allant jusqu'à 5 millions d'euros sur une période de 3ans. Ce système de contrôle des finances a pour objectif dans un second temps d'endiguer certaines dettes, colossales, des grands clubs. En effet, avant de s'attaquer aux dettes, il a fallu à l'UEFA mettre en place un système de régulation des déficits. Car rappelons qu'économiquement, la dette, représente la somme des déficits d'un agent économique. Mais le FPF a aussi pour objectif d'assurer aux clubs de seconde zone une bonne santé économique.

Une barrière à l'investissement ?

Ce système de contrôle est donc problématique pour des investisseurs souhaitant bâtir une équipe très compétitive sur le court-terme. Ils sont en effet amenés à dépenser beaucoup dans un premier temps. Et contraints d'attendre - éventuellement un retour sur investissement - mais surtout pour avoir une balance financière équilibrée comme l'exige l'UEFA. Si la balance est déficitaire, le club pourra être soumis sanctions de divers degrés allant de la mise en garde, en passant par l'amende, jusqu'au retrait d'un titre ! Ce qui suscite des critiques envers l'UEFA et son poulain. Dans une interview donnée à France Football, Vincent Kompany, le défenseur et capitaine de Manchester City et de la sélection belge, fait une allusion concernant le FPF. "Les gens se plaignent quand on les fait tomber de leur trône. On se plaint, on établit de nouvelles règles, mais [...], tout ce qu'on fait, c'est essayer de s'assurer que l'ordre établi ne change pas". La pensée du Citizen est claire : pour les ténors européens, le cercle des grands [et riches ?] clubs doit rester fermé.

Les grands clubs plutôt favorables...

Le cercle des grands doit rester fermé. Oui ces grands clubs qui, sont désormais bâtis sportivement et économiquement comme le Real Madrid, le FC Barcelone, le FC Bayern Munich ou encore Manchester United. Mais qui eux non plus n'ont pas toujours eu des comptes équilibrés. Mais c'était avant le FPF. Car désormais, ce sont des institutions qui pèsent dans le football mondial. Pas étonnant que le Real Madrid qui pointe avec 518 millions d'euros de recettes sur son dernier résultat puisse s'offrir des joueurs moyennant des sommes allant 80 à 90 millions d'euros tel que Cristiano Ronaldo en 2009, Gareth Bale en 2013 ou James Rodriguez cet été (chiffres : cabinet Deloitte). Ou encore que Manchester United, avec ses 431 millions de recettes engrangées, investisse près de 193 millions d'euros en recrutement lors du dernier mercato. Le cercle des grands doit-il rester fermé pour des raisons temporelles ? Est-ce trop tard pour Manchester City, Paris ou Monaco ?

Un fair-play financier à deux vitesses ?

La réponse n'est pas si évidente, car les contraintes du Fair-Play Financier que doit surmonter l'investisseur souhaitant construire un grand club ne sont pas les mêmes pour tout le monde. Manchester City, club de Premier League, ressent beaucoup moins la contrainte de la réglementation de l'UEFA, que le PSG ou Monaco. Pour la simple et bonne raison que le championnat anglais, fort de son succès, amasse des droits TV colossaux. En effet, les vingt clubs de Premier League ont à se partager une enveloppe de près de 2 milliards

Fair-Play Financier, entre ordre établi et nouveaux investisseurs - 2/2

d'euros. Ce qui fait que City a récolté près de 118,7 millions d'euros rien qu'avec les seuls droits TV. En excluant donc tous revenus liés au terrain ou au marketing. Ce qui fait que cet été le club anglais a pu s'offrir Eliaquim Mangala, international français pour 54 millions d'euros en provenance du FC Porto. Le Français devient ainsi le défenseur le plus cher de l'Histoire. La somme totale déboursée cet été par Manchester City pour son mercato est donc de 78 millions d'euros. Et le club peut donc se targuer d'avoir 22 joueurs de qualité soit une équipe A et une équipe B. Même si, ils restent dans le viseur menaçant de l'UEFA.

Le psg et monaco, les plus touchés ?

D'autres investisseurs ont plus de mal avec le Fair-Play Financier. Le Paris-SG et l'AS Monaco ont en effet dû modifier leur politique de recrutement et parfois jongler avec les réglementations du FPF. Le club de la capitale, autorisé par l'UEFA à une enveloppe maximale de 60 millions d'euros de recrutement, a donc acheté un seul joueur. Le défenseur brésilien David Luiz, contre un chèque de 49,5 millions d'euros à Chelsea. Et a opter, comme de nombreux clubs en difficulté avec les nouvelles règles financières, pour un prêt payant de 10 millions d'euros avec Toulouse, afin d'avoir dans son effectif le prometteur Serge Aurier, véloce et agile latéral droit. C'est peu, pour un club, visant la victoire en C1 sur le court-moyen terme. Mais ces difficultés du PSG pourraient bien s'amoinrir. Tout simplement car le PSG devient, une véritable marque comme le sont le Barça, le Real ou le Bayern. En témoigne, les nombreux partenariats du club avec des marques comme Microsoft, l'horloger Hublot, l'agence de tourisme qatari QTA, l'opérateur qatari Ooredoo ou encore Nivea. Du côté de Monaco, outre les histoires de divorce (toujours en instance) et de passeport monégasque, les dirigeants ont décidé de changer leur fusil d'épaule en vendant les stars Falcao et Rodriguez achetés l'an passé pour respectivement 60 et 45 millions d'euros. Car la billetterie ne bat son plein malgré une équipe plutôt chatoyante, les publicitaires ne se bousculent pas et les contrats pour des partenariats marketing non plus. C'est pourquoi, les propriétaires russes ont décidé de réduire le train de vie du club de la Principauté pour se conformer aux exigences de l'UEFA. Alors que les droits TV sans commune mesure avec ceux de la Premier League [sachant qu'un PSG champion de France, touche deux fois moins qu'un promu de Premier League], ne compense pas la mollesse de la billetterie et n'équilibre pas les comptes de l'ASM.

Vers un assouplissement ? Des solutions alternatives ?

Est-ce donc trop tard pour investir en masse aujourd'hui dans le football ? Ça tend à l'être. C'est pourquoi peut-être l'UEFA - qui a prévu une réunion le mois prochain au sujet du FPF - pourrait éventuellement assouplir ses conditions. Le président du PSG, Nasser Al-Khelaïfi, y croit en tout cas. À en croire ses déclarations dans Le Parisien : "On doit en rediscuter en Octobre avec eux [l'UEFA] pour essayer de changer les règles. C'est très important car le fair-play financier n'est pas juste". Les prochains investisseurs auront-t-ils, pour faire grandir un club, un laps de temps où ils seront autorisés à dépasser le Fair-Play Financier ? Affaire à suivre.